



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



RAPPORT ANNUEL DES NATIONS UNIES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE 2022

RAPPORT ANNUEL DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'UNDAF+ 2022





TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DU COORDONNATEUR RÉSIDENT	4
ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES	6
LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT CLÉS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LE PAYS	8
PRÉSENTATION DU PAYS	9
1. CONTEXTE DU PAYS ET PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT	10
2. PRESENTATION DES RESULTATS DES NATIONS UNIES EN 2022	13
1) APERÇU DES RÉSULTATS DE L'UNDAF+ 2018 – 2022	13
2) RÉSULTATS PAR PILIER	14
3) APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030	
3) APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030	
4) L'APPROCHE « ONE UN » : COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE	
5) ÉVALUATIONS ET LEÇONS APPRIS	
6) APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES	
3 - PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE 2023	



AVANT-PROPOS DU COORDONNATEUR RÉSIDENT

L'année 2022 en République centrafricaine (RCA) a connu des progrès significatifs dans la promotion de l'État de droit et l'amélioration de l'accès à la justice, notamment par l'opérationnalisation effective de la Cour pénale spéciale (CPS). Le premier procès depuis la création de la Cour s'est ouvert en avril 2022 et un verdict a été rendu fin octobre 2022. La Cour pénale spéciale avec l'ouverture de son premier procès constitue une étape importante pour la population centrafricaine et incarne l'espoir d'une justice en mouvement.

Le pays a néanmoins dû faire face à plusieurs contraintes dans la mise en œuvre des Objectifs du développement durable (ODD) dont notamment la pénurie de carburant qui a temporairement impacté la conduite des activités de l'Équipe pays des Nations Unies. La hausse des prix de produits de première nécessité due à la crise du carburant et au conflit en Ukraine a aussi négativement affecté la population centrafricaine déjà en grande souffrance. L'insécurité et l'instabilité persistantes dans de nombreuses régions de la République centrafricaine ont continué de poser des risques importants pour la sûreté et la sécurité du personnel et des partenaires du système des Nations Unies, rendant ainsi difficile pour l'Équipe pays et la communauté humanitaire d'atteindre et fournir une assistance aux populations vulnérables dans les zones touchées par le conflit, en particulier dans le nord et l'est du pays.

Le rapport annuel 2022 de l'Équipe pays des Nations Unies pour la République centrafricaine présente un aperçu des actions entreprises par le système des Nations Unies pour accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPA) ainsi que pour atteindre les objectifs de développement durable en République centrafricaine.

En 2022, l'Équipe pays des Nations Unies a continué de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement de la RCA, les organisations de la société civile et d'autres partenaires pour mettre en œuvre le Plan-cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement (UNDAF+) qui entrait dans sa dernière année de réalisation. Ainsi, au cours de l'année, le gouvernement centrafricain et le système des Nations Unies ont élaboré de façon participative et inclusive le nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) qui s'inscrit dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement entreprise par le Secrétaire général des Nations Unies. L'UNSDCF, signé le 12 décembre 2022 entre le gouvernement et l'Équipe pays des Nations Unies au plus haut niveau est structuré autour des 5 P de l'Agenda 2030 : Paix, Population, Prospérité, Planète et Partenariat. Bien que la réalisation de l'UNDAF+ sur la période 2018 – 2022 a mené à des résultats encourageants, notamment dans le domaine de la stabilisation et du renforcement des capacités des institutions républicaines, la mise en œuvre de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR), l'amélioration du statut de la femme, l'organisation des élections présidentielles et législatives paisibles, ou encore le rétablissement de la confiance et du vivre ensemble et l'accès aux services sociaux de base, ces acquis demeurent encore précaires et se situent en dessous des attentes de la population.

Un grand nombre de défis continuant d'entraver la réalisation des ODD : les crimes et violations des droits humains perpétrés par les parties au conflit, les violences basées sur le genre, la corruption et l'impunité, ont constitué le fondement de la conception de l'UNSDCF. La famille des Nations Unies en RCA reste ainsi déterminée à œuvrer avec le gouvernement de la RCA et d'autres partenaires à la consolidation des acquis et relever les défis qui subsistent en mettant en œuvre de manière coordonnée l'UNSDCF 2023-2027.

En 2023, l'Équipe pays des Nations Unies se concentrera sur le renforcement de la gouvernance et des secteurs de sécurité du pays, la promotion de la cohésion sociale et de la réconciliation et l'accès aux services sociaux de base. La stratégie nationale sur les solutions durables et stratégie du système des Nations Unies pour la réintégration socioéconomique des ex-combattants constitueront également une priorité ainsi que le renforcement du Nexus Humanitaire-Développement-Paix. Un effort tout particulier sera mis sur l'organisation des élections locales qui n'ont pas eu lieu depuis 1988. Malgré de nombreux défis, l'organisation et la tenue de ces élections sont importantes pour la consolidation de la paix et de la démocratie. Ces élections seront également une opportunité pour le gouvernement d'accroître l'espace politique, tout en promouvant la restauration de l'autorité de l'état à travers la décentralisation et la déconcentration et ainsi que le développement local en s'assurant que les ressources seront utilisées de manière efficace, pertinente et guidée par les besoins et priorités des communautés locales.

J'espère que ce rapport constituera une ressource utile pour informer et guider nos efforts collectifs au cours de l'année à venir.

Mohamed AG AYOYA
coordonnateur résident de l'ONU en RCA



ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES

En République centrafricaine, 22 agences, fonds et programmes résidents et non-résidents mènent actuellement des activités en plus de la mission multidimensionnelles intégrées des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Le bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) fait partie de l'Équipe pays des Nations Unies mais n'est pas engagé dans la mise en œuvre de l'UNDAF+.

15 ENTITÉS RÉSIDENTES



FAO
Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture



HCDH
Haut-Commissariat des Nations Unies
aux droits de l'homme



UNHCR
L'Agence des Nations Unies
pour les réfugiés



**Organisation
mondiale de la Santé**

OMS
Organisation mondiale de la santé



ONU-FEMMES
Entité des Nations-Unies pour l'égalité
des sexes et l'autonomisation des
femmes



ONUSIDA

ONUSIDA
Programme commun des Nations
Unies sur le VIH/SIDA



UNICEF
Fonds des Nations Unies pour
l'enfance



UNMAS

UNMAS
Service de la lutte antimines des
Nations Unies



UNOPS

UNOPS
Bureau des Nations Unies pour les
services d'appui aux projets

9 ENTITÉS NON-RÉSIDENTES



**International
Trade
Centre**

CCI
Centre du commerce international



CEA

CEA
Commission économique pour
l'Afrique



CNUCED
Conférence des Nations Unies sur le
commerce et le développement



UNODC
United Nations Office on Drugs and Crime

UNODC
Office des Nations unies contre la
drogue et le crime



UNESCO
Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture



**UN
VOLUNTEERS**

VNU
Volontaires des Nations Unies



MINUSCA
Mission multidimensionnelle
intégrée des Nations Unies pour
la stabilisation en République
Centrafricaine



PAM
Programme alimentaire mondial



OCHA
Bureau de la coordination des affaires
humanitaires



PNUD
Programme des Nations Unies pour le
développement



OIM
Organisation internationale pour les
migrations



UNFPA
Fonds des Nations Unies pour la
population



FIDA
Fond international de développement
agricole



OIT
Organisation internationale de travail



ONUDI
Organisation des Nations Unies pour
le développement industriel



LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT CLÉS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LE PAYS

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'UNDAF+, le gouvernement et les organisations de la société civile constituent les principaux partenaires de l'Équipe pays des Nations Unies pour le développement dans le pays. L'Équipe pays en République centrafricaine collabore également avec les institutions financières internationales, les organismes régionaux, les missions diplomatiques et les bailleurs de fonds regroupés sous le nom de partenaires techniques et financiers (PTF).



PARTENAIRES INTERNATIONAUX : entités du système des Nations Unies, Union Africaine, Fonds de consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies (PBF) et bailleurs de fonds tels que l'Agence Française de Développement, l'Union Européenne, ambassades et missions diplomatiques



SECTEUR PUBLIC : Présidence de la République, Primature, ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale et autres ministères ou entités publiques sectorielles



UNIVERSITÉS ET MÉDIA : Université de Bangui et centres de recherche



SECTEUR PRIVÉ : Commerces et entreprises privées



SOCIÉTÉ CIVILE : ONG internationales, association et ONG nationales



INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES : Banque mondiale, Fonds Monétaire International et Banque Africaine de Développement

Population

6,1 million d'habitant

dont 50% en dessous de 18 ans

2,1% de croissance

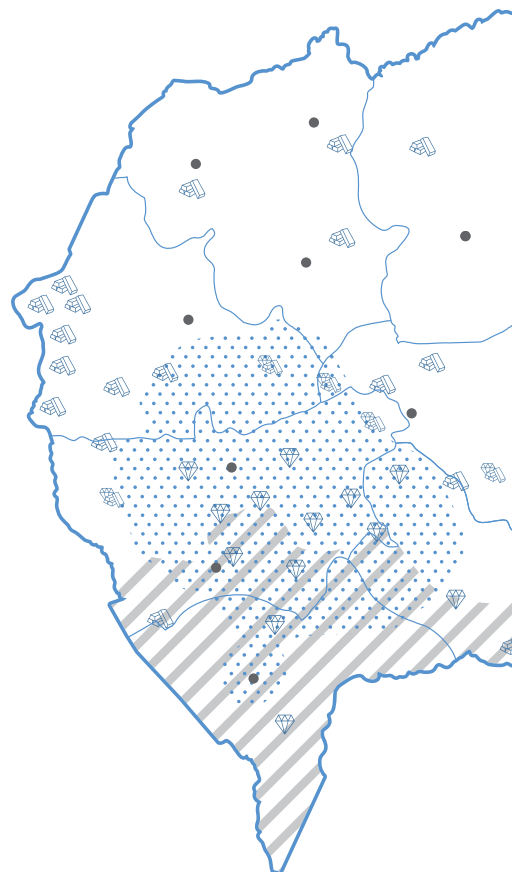
espérance de vie : 55 ans

Économie

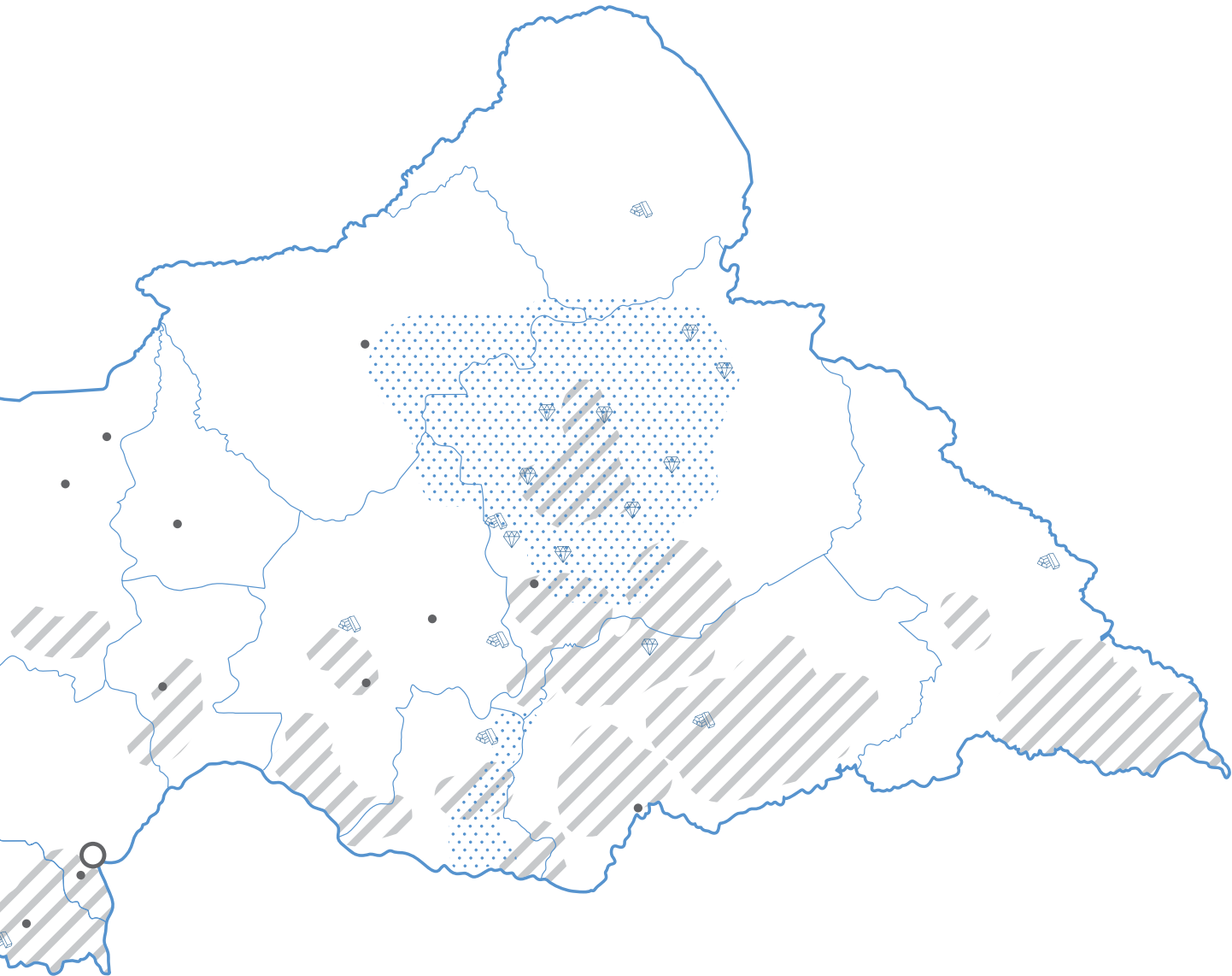
PIB : 2,52 M\$

0,9% de croissance

4,3% d'inflation



PRÉSENTATION DU PAYS



150 km





1 – CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'UNDAF+ EN 2022

La République centrafricaine a continué de faire face à de multiples défis en 2022. Malgré des avancées dans la consolidation de la paix, la présence des groupes armés et la poursuite de conflits communautaires impactent négativement la sécurité et la stabilité du pays. Le contexte politique reste également tendu dû au manque de confiance persistant entre le gouvernement et l'opposition.

En mars 2022, le président de la République a convoqué un dialogue républicain avec pour objectif de revitaliser l'Accord politique pour la paix et la réconciliation signé en 2019. Deux cent dix-sept recommandations reflétant les dispositions clés du Forum national de Bangui de 2015 et de l'APPR sont ressorties de ce dialogue, qui a été salué comme une étape importante pour renforcer la participation de toutes les parties prenantes à la consolidation de la paix dans le pays. Cette volonté de revitaliser l'APPR s'est également traduite au niveau régional : en effet, suite à la visite de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et cheffe de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) à Luanda, une conférence bilan a été organisée en Centrafrique en juin avec pour but de revitaliser l'APPR par le biais de la feuille de route commune de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. La situation politique a également été marquée par une initiative visant à réformer la Constitution, contribuant à l'accentuation de la polarisation dans le pays.

Les élections locales, initialement prévues en septembre 2022, ont été reportées principalement en raison du manque de ressources financières et du retard dans l'adoption de la loi sur la délimitation

des régions administratives. En septembre, le gouvernement a confirmé l'organisation des élections locales en 2023.

L'année 2022 a également été marquée par l'ouverture du tout premier procès de la Cour pénale spéciale avec l'affaire sur l'attaque de mai 2019 contre Koundjili et Lemouna, dans la préfecture de l'Ouham-Pendé, qui aurait été lancée par des membres du groupe Retour, réclamation et réhabilitation (3R). Le verdict a été rendu le 31 octobre, et la Cour a déclaré trois combattants du groupe 3R coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Ce verdict représente une étape importante dans la lutte contre l'impunité en Centrafrique.

L'économie centrafricaine, fragilisée par la pandémie de COVID-19 a montré des signes de reprises, mais l'instabilité de la situation sécuritaire et l'impact de la crise en Ukraine causant notamment la pénurie de produits de première nécessité et une inflation grandissante (6,5% selon le FMI) ont impacté la croissance économique en 2022 : 1,5% au lieu de 4% initialement prévu par le FMI. La crise en Ukraine a particulièrement affecté les importations des produits de première nécessité dans le pays entraînant une augmentation de 30% en moyenne sur les prix de la farine de blé, de 20% sur le prix du riz et de 56,1 % sur l'huile végétale². D'importantes ruptures

de stocks et d'approvisionnements en carburants, notées dès le mois de mars ont donné lieu à des ventes illicites de carburants avec une augmentation des prix de 38% en moyenne sur le marché noir (les prix à la pompe étant restés fixes). Cette situation, couplée à une augmentation d'environ 33% des frais de transport à Bangui, a exacerbé les conditions de vie déjà précaires de la population centrafricaine.

Par ailleurs, le non-renouvellement du programme "Facilité élargie de crédit" avec le FMI, ainsi que la suspension et les reports successifs de décaissements des appuis budgétaires de certains partenaires techniques et financiers ont mis le gouvernement en difficulté pour assurer son propre fonctionnement et pour fournir des services sociaux de base à la population. Cette situation a aussi été aggravée par le refroidissement de la coopération avec les autorités monétaires de la sous-région au sujet du statut juridique de la cryptomonnaie et le lancement officiel du Sango Coin en juillet 2022.

2. Résultats de l'enquête rapide sur la disponibilité des stocks de certains produits de première nécessité réalisée par le Ministère du Commerce au cours du premier trimestre de 2022





2 – PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DES NATIONS UNIES EN 2022

1) APERÇU DES RÉSULTATS DE L'UNDAF+ 2018 – 2022

A. L'UNDAF+

Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement (UNDAF+) en République centrafricaine, conçu pour une période de 5 ans (2018-2021), a été prolongé jusqu'en 2022 afin de faciliter l'alignement avec le Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix.

Élaboré de manière inclusive avec une participation du gouvernement centrafricain et une équipe conjointe MINUSCA/Équipe pays, l'UNDAF+ s'inscrit dans la logique du Nexus Humanitaire-Développement-Paix. Afin d'assurer une cohérence entre le document et le Plan de réponse humanitaire, le bureau d'OCHA a également été consulté.

L'UNDAF+ s'articule autour de trois piliers : (i) Consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale ; (ii) Bien-être social et équité ; (iii) Relèvement économique et durable et suit la vision de l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Il couvre également les contributions des Nations Unies sur le plan de la réponse à la COVID-19.

AGENDA 2030	EFFET DE L'UNDAF+	RCPCA	ODD
 PAIX	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici 2021, les institutions politiques et administratives et les OSC promeuvent et contribuent à la paix, la sécurité, la réconciliation nationale et les droits humains - D'ici 2021, les institutions politiques et administratives et les OSC promeuvent et encadrent l'État de droit et la bonne gouvernance 	PILIER 1 - Soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation	
 POPULATION	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici 2021, les populations centrafricaines, en particulier les plus vulnérables ou à risque de l'être, utilisent de façon durable les services de qualité en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle - D'ici 2021, les populations centrafricaines, en particulier les plus vulnérables ou à risque de l'être, utilisent de façon durable les services de qualité en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle 	PILIER 2 - Renouveler le contrat social entre l'État et la population	
 PLANÈTE	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici 2021, les institutions politiques et administratives, les OSC et le secteur privé mettent en œuvre des programmes et approches qui renforcent la résilience des communautés urbaines et rurales face aux crises et aux changements climatiques 	PILIER 3 - Assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs	
 PROSPÉRITÉ	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici 2021, Les institutions politiques et administratives, les OSC et le secteur privé mettent en œuvre des politiques, programmes et réformes axes sur la croissance économique inclusive 		

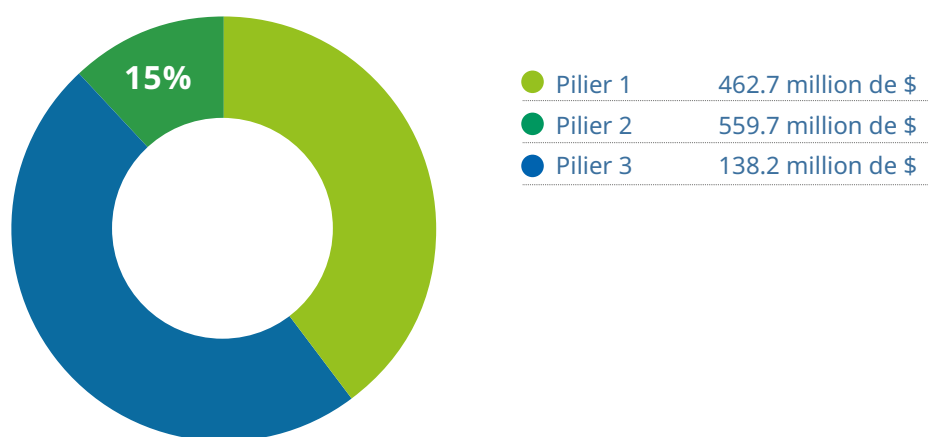
B. RÉSULTATS DE L'UNDAF+

L'UNDAF+ est l'instrument qui articule l'engagement des Nations Unies à soutenir la République centrafricaine dans l'atteinte des objectifs de développement et des ODD. Il avait également pour objectif de renforcer les capacités du gouvernement au niveau national et local avec un accent particulier sur le renforcement des

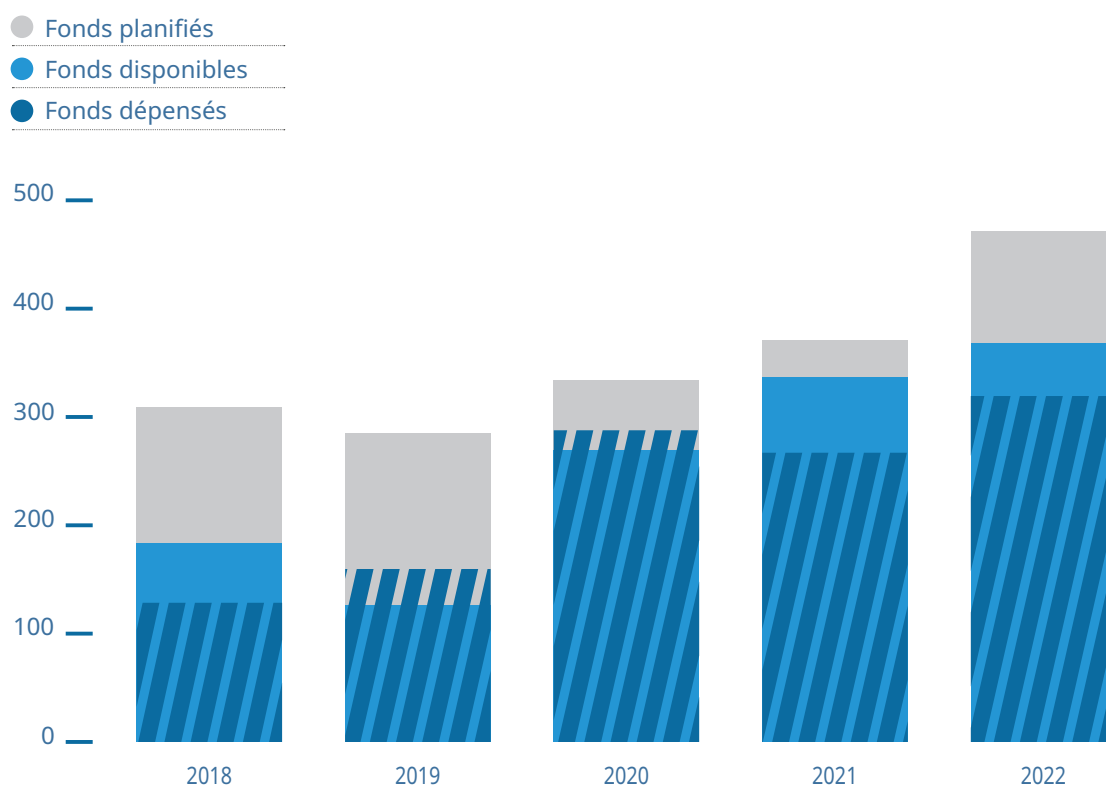
moyens d'existence des populations les plus vulnérables. Quinze entités se sont engagées dans la mise en œuvre de l'UNDAF+ dont la FAO, MINUSCA, OHCHR, OIM, OIT, OMS, ONU-Femmes, ONUSIDA, PAM, PNUD, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNMAS et UNOPS.

La mise en œuvre de l'UNDAF+ se chiffre à 1 160 573 407 dollars dont 462 708 755 dollars pour le Pilier 1, 559 652 349 dollars pour le pilier 2 et 138 212 303 dollars pour le pilier 3

RÉPARTITION DU BUDGET PAR PILIER



BUDGETS EN MILLION DE DOLLARDS



RÉSULTATS GLOBAUX

Dans le cadre du pilier 1 : Paix, sécurité et cohésion sociale :

Adoption de la politique sectorielle de la Justice (2020 – 2024)

Création de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation (CVJRR)

Organisation du premier procès de la CPS en 2022 grâce au soutien de l'Équipe pays

Adoption de la stratégie de réforme du secteur de la sécurité nationale (2023-2028) et la politique de sécurité nationale

Organisation des élections présidentielle de 2020 et élections législatives de 2021.

Baisse des tensions et conflits intercommunautaires grâce au soutien apporté aux mécanismes locaux de résolution des conflits (CLPR et comités locaux pour la transhumance)

Soutien à la RESA avec le déploiement des autorités locales. Au 31 décembre 2022, 70% des autorités locales étaient présentes à leur poste.

4 150 combattants (dont 252 femmes) ont été désarmés et démobilisés

25 655 personnes dont 9 979 femmes ont bénéficié du programme de réduction de la violence communautaire.

Les progrès vers l'atteinte des résultats du pilier 2 : Bien être et équité ont également été jugé très satisfaisant. Le système des Nations Unies a participé au renforcement de la protection sociale y compris celle de l'enfant.

Plus de 130 000 enfants ont été enregistrés à l'état civil

6,571 enfants sortis des groupes armés ont eu accès à des programmes de réintégration

22% des réfugiés ont été couverts par les programmes de protection sociale en 2020 et le plan de réponse prenant en compte les VBG et les abus et exploitations sexuelles a été déployé.

Couverture vaccinale en DTCHePBHib3, est passée de 47% en 2017 à 86% en 2022.

14 districts sanitaires ont des services intégrés de nutrition communautaires.

Depuis 2020 et l'avènement de la pandémie, plus de 2,3 millions de personnes ont bénéficié d'activités de promotion de l'hygiène et du lavage des mains à travers le programme WASH.

1 958 861 personnes ont complété la première série de vaccination de la COVID-19, soit une couverture de 45% pour la population cible au 31 décembre 2022.

Adoption de la loi sur les droits des personnes vivant avec le VIH/SIDA le 6 octobre 2022.

Le système des Nations Unies a, de manière satisfaisante, atteint les objectifs du pilier 3 concernant le relèvement économique et durable et a soutenu le relèvement économique de la République centrafricaine malgré les différentes crises survenues dans le pays.

Des projets agricoles sont maintenant fonctionnels contribuant à la résilience des communautés aux crises et au changement climatique.

En 2021, 8 000 jeunes et adolescents ont été formés et réinsérés dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (PNEFP) à travers la création de petites unités de production maraîchère et de transformation de produits agricoles.

115 390 chefs de ménages vulnérables dont 50% de femmes ont renforcé leur résilience en culture vivrière, maraîchère et kits d'élevages

Création d'un Centre de contrôle des statistiques sur le bois exporté, le contrôle de l'abattage et la commercialisation.

Adoption du document stratégique de foresterie participative et la Stratégie nationale de développement durable et de l'environnement permettant de soutenir la croissance verte et durable et de renforcer les capacités nationales en termes de gestion stratégique de l'environnement.



2) RÉSULTATS PAR PILIER

A. PILIER 1 : PAIX, SÉCURITÉ ET COHÉSION SOCIALE



CONSOLIDATION DE LA PAIX ET DE LA COHÉSION SOCIALE

► Un plan de communication et de plaidoyer visant à renforcer le rôle des femmes dans la mise en œuvre des recommandations du dialogue républicain à l'échelle du pays et leur participation effective au mécanisme de suivi a été adopté au cours d'un atelier organisé avec 40 femmes leaders de la coordination des femmes pour la paix.

► Afin d'encourager la réconciliation nationale et la cohésion sociale, neuf Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) ont été mis en place en 2022.

► 500 personnes, dont 200 femmes et 148 personnes vivant avec un handicap, ont vu leurs capacités renforcées sur les processus de dialogue politique et d'éducation à la paix.

► La transhumance reste un défi important en République centrafricaine et est à l'origine de tensions entre les différentes communautés, en particulier entre les agriculteurs et les éleveurs, conduisant à des conflits sur les ressources, les terres et les zones de pâturage. Aussi, l'établissement de plateformes de dialogue communautaire représente une partie essentielle de la réponse aux conflits liés à la transhumance. Les 84 comités locaux pour la transhumance ont pu jouer leur rôle dans les différentes localités touchées par la transhumance.

► En 2022, l'Équipe pays a continué de soutenir les autorités nationales dans l'organisation d'opérations de désarmement et de démobilisation à Bangui et dans les régions du centre, de l'est et du nord du pays. Un total de 635 combattants, dont

42 femmes, ont été désarmés et démobilisés au cours de l'année. Ces activités ont contribué à l'amélioration de la sécurité et des moyens de subsistance au sein des communautés où le programme a été mis en œuvre. Également, l'Équipe pays a aidé les autorités nationales à traiter avec les groupes et factions armés associés à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) qui souhaitaient rejoindre le programme national.

► Les Nations Unies ont également apporté un soutien considérable dans la mise en œuvre du programme de réduction de la violence communautaire (CVR). En 2022, sur demande du gouvernement, le programme CVR a été mis en place dans les régions les plus exposées à la violence électorale en ciblant spécifiquement les jeunes vulnérables à la manipulation et au recrutement par des groupes armés. Un total de 5 375 personnes, dont 2 431 femmes, ont bénéficié de formations professionnelles, de coaching et d'activités génératrices de revenus (AGR). Ce programme a permis de renforcer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique, ainsi que d'améliorer les moyens de subsistance au sein des communautés.

► En 2022, 1 415 enfants associés aux groupes armés, dont 522 filles, ont bénéficié d'une réintégration durable dans leur communauté par un retour à l'école, un placement en apprentissage professionnel ou un appui pour la mise en œuvre d'AGR.

► L'Équipe pays a continué à promouvoir la mise en œuvre de bonnes pratiques en matière de gestion des armes et des munitions des forces de défense nationale (FACA) et de sécurité intérieure (FSI) par le biais de formations

spécialisées, en menant des activités d'assurance et de contrôle de la qualité, en surveillant étroitement les activités de gestion des armes et des munitions et en améliorant les installations de stockage.

► Une assistance technique à la Commission nationale de lutte contre la prolifération et le mouvement illégal des armes légères et de petits calibres a également été fourni.





Projet solutions durables pour les personnes déplacées et retournées et les enfants associés aux forces et groupes armés

Mohamed, 16 ans est un ancien enfant associé aux forces et groupes armés. Il a volontairement intégré les groupes armés notamment guidé par un sentiment de vengeance. Après 4 ans de maltraitance et après avoir subi de nombreuses atrocités, Mohamed a décidé de quitter le groupe armé auquel il était rattaché. Livré à lui-même, avec des séquelles psychologiques et subissant quotidiennement une stigmatisation, il a décidé de quitter Alindao pour Pouloubou où il travaillait comme main d'œuvre dans un chantier minier. Le projet solutions durables pour les personnes déplacées et retournées et les enfants associés aux forces et groupes armés mené par l'Équipe pays a permis aux membres de la communauté de réaliser que Mohamed était une victime des groupes armés et non un acteur.

« Aujourd'hui, je vis avec quiétude dans la communauté et un espoir nouveau sachant que mon rêve (celui de devenir un grand commerçant de la place) est sur le point de se réaliser. »

COOPI, partenaire de mise en œuvre de ce projet a permis à Mohamed de bénéficier d'une prise en charge médicale lui permettant de se remettre peu à peu des événements traumatisants qu'il a subi pendant plus de quatre ans. Il a également pu bénéficier d'une formation en entrepreneuriat et la gestion des AGR. Les stigmatisations ont cessé et Mohamed a remarqué que la communauté avait un regard différent sur son passé et sur lui-même.

« J'ai compris que ma vie a de la valeur et que j'ai la possibilité de réaliser mes rêves et corriger mes erreurs du passé. »



ÉTAT DE DROIT ET BONNE GOUVERNANCE

- Le soutien apporté à la réforme du secteur de la sécurité s'est poursuivi en 2022. Avec l'appui de l'Équipe pays, la stratégie de réforme du secteur de la sécurité nationale (2023-2028) et la politique de sécurité nationale ont été finalisées et approuvées par le gouvernement. Des ateliers de sensibilisation pour les FACA sur les dispositions du code de justice militaire et sur le règlement de discipline générale dans les zones de défense nord-est à Ndele, sud-est à Bangassou et nord-ouest à Bouar ont été organisés en soutien à l'application de la justice militaire et au respect du règlement intérieur. De plus, avec pour objectif l'amélioration des conditions de vie des militaires, la maternité de la gendarmerie nationale au camp Izamo, à Bangui a été réhabilitée.
- Le 7 septembre 2022, l'Autorité nationale des élections a achevé

la cartographie électorale pour les élections locales grâce au soutien du gouvernement et de l'Équipe pays. Au terme du découpage, on recensait 3 859 bureaux d'inscription et de vote en fonction de la répartition de la population, soit 300 de plus que lors des scrutins précédents, renforçant ainsi l'inclusivité des élections locales.

- En 2022, grâce à l'organisation de campagnes de sensibilisation soutenues par l'Équipe pays, plus de 200 000 personnes ont été sensibilisées sur les modalités de scrutin, la décentralisation et la mise en place des conseils communaux. Ces activités ont particulièrement visé les populations vulnérables et marginalisées.
- En août 2022, avec le soutien de l'Équipe pays, une révision du code électorale a débuté pour permettre aux élections d'être plus inclusives, d'intégrer la participation des femmes et de modifier l'échéance

fixée pour l'enregistrement des électeurs.

- L'Équipe pays des Nations Unies a organisé une campagne de sensibilisation à l'intention des jeunes femmes pour les encourager à se porter davantage candidates et à servir dans la police et la gendarmerie pour renforcer la capacité de l'État à protéger les civils. La campagne de sensibilisation a contribué à l'enregistrement de 4 277 (35 %) candidatures féminines pour la police et 1 563 (19 %) pour la gendarmerie.
- La présence continue et constante des préfets et d'autres membres de l'administration locale dans de nombreuses localités, déployés avec l'aide de l'Équipe pays démontre les efforts de l'État pour rétablir sa présence en dehors de Bangui. En moyenne, 70% des autorités locales (préfets, sous-préfets, secrétaires généraux de préfectures et de sous-préfectures) étaient présentes à leur poste en 2022.



► Grâce au soutien qu'apporte l'Équipe pays à la restauration et l'extension de l'autorité de l'État (RESA), pour la première fois depuis l'adoption des textes réglementaires sur la RESA en 2017, le gouvernement a alloué 820 000 dollars du budget national à la stratégie nationale pour le rétablissement de l'autorité de l'État.

► En 2022, l'Équipe pays a soutenu le 3^e exercice de cartographie de la présence des fonctionnaires à travers le pays. Sur les 4 549 postes, 4 145 fonctionnaires étaient présents à leur poste, soit 91% de l'effectif global. Il convient de noter que cette cartographie et les cartographies précédentes n'ont pas pris en compte la présence du personnel des forces de sécurité intérieure (FSI).

► En 2022, soutenu par l'Équipe pays des Nations Unies, la Cour pénale spéciale a tenu son premier procès, qui a conduit à la condamnation de trois membres d'un groupe armé pour crimes de guerre et violations des droits de l'homme.

► L'Équipe pays des Nations Unies avec l'équipe d'experts sur l'État de droit et les violences sexuelles en

conflit ont apporté leur soutien au procureur du Tribunal de première instance de Bangassou et à l'Unité Mixte d'Intervention Rapide et de Répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR) dans le cadre d'une mission d'enquête judiciaire dans la zone de Bakouma (préfecture de Mbomou). Cette mission d'enquête a permis de recueillir des témoignages et des preuves documentaires sur les crimes de violences sexuelles liées aux conflits (CRSV) commis par les groupes armés dans ces zones. Les 125 témoignages documentés et les preuves physiques recueillies ont été soumis à la Cour pénale spéciale pour une évaluation plus approfondie. C'est le premier dossier à être transmis à la CPS qui se concentre uniquement sur les CRSV en tant que crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

► Après une interruption de deux ans due à la crise de la COVID-19 et aux contraintes sécuritaires, les sessions criminelles ont repris en 2022 avec le soutien de l'Équipe pays. Deux sessions se sont tenues à la Cour d'appel de Bangui et une à la Cour d'appel de Bouar. Au total, 67 affaires ont été jugées, aboutissant à la condamnation de 58 prévenus et

à l'acquittement de 42 autres. Vingt-trois des 67 affaires ont concerné des violences liées au conflit ou au genre et ont toutes abouti à des condamnations, avec des peines allant de 5 à 20 ans de prison.

► L'Équipe pays continue de soutenir à la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation (CVJRR). En 2022, 29 sessions de sensibilisation pour près de 1 000 personnes, dont un tiers de femmes, ont été organisées sur le mandat de la CVJRR permettant également d'accroître la participation de la population à la justice transitionnelle.

► 80 sessions de renforcement des capacités pour 6 580 personnes, dont 1 120 femmes, réunissant les acteurs étatiques, les autorités administratives et les organisations et consortium de la société civile ont été organisées sur la justice transitionnelle, les droits économiques, sociaux et culturels, les droits de femmes et la protection des minorités entre autres sujets.

B. PILIER 2 : BIEN ÊTRE ET ÉQUITÉ



PROTECTION, Y COMPRIS LUTTE CONTRE LES VBG ET PROTECTION SOCIALE

- En 2022, l'Équipe pays a permis le rapatriement de 5 612 réfugiés centrafricains, représentant une augmentation de 21% par rapport à l'année précédente grâce à une coopération transfrontalière entre les gouvernements de la RCA, du Congo, de la RDC et du Cameroun.
- L'Équipe pays a assisté 5 611 ménages de déplacés internes (PDI) au retour en leur fournissant des kits pour faciliter et encourager leur réintégration dans leurs communautés.
- 1 440 personnes ont été sensibilisées sur la lutte contre la traite des personnes. L'Équipe pays a également porté assistance à 54 survivants(es).
- Avec le soutien de l'Équipe pays, 110 prestataires de premières

lignes (ONG et services sociaux du gouvernement) ont été formés sur l'utilisation des procédures opérationnelles standard de gestion de cas de protection de l'enfant conduisant à l'amélioration de la qualité de services fournis aux enfants dans les préfectures de l'Ouham, de Lim Pendé et de l'Ouham Pendé.

- En 2022, 452 enfants, dont 187 filles, ont pu être temporairement pris en charge dans des familles d'accueil et des services de recherche et réunification familiale.
- En 2022, l'Équipe pays des Nations Unies a soutenu l'enregistrement des naissances permettant la délivrance de 47 883 actes de naissance. Également, 4 131 attestations de naissance ont été délivrées aux enfants des personnes rapatriées.
- 4 224 survivantes de violences basées sur le genre (VBG) dont 1 246 survivant(e)s de violences

sexuelles (incluant 926 enfants) ont été pris en charge et assistés par l'Équipe pays. Grâce aux 279 relais communautaires formés sur la sensibilisation et l'identification des cas de viols, les survivant(e)s ont été réorientés vers les centres de prise en charge.

- 168 855 personnes ont été sensibilisées sur les questions relatives aux VBG et à la santé sexuelle et reproductive à travers la création et l'appui de 18 espaces sûrs pour les femmes et les filles.
- 5 535 kits de dignité ont été distribués aux femmes et filles en situation d'extrême vulnérabilité incluant les survivantes de VBG et de violences sexuelles, leur permettant d'accéder à des vêtements et produits d'hygiène de base. En 2022, 928 enfants, dont 796 filles survivants de violences sexuelles et mariage précoce, ont accédé à des services de prise en charge psycho-sociale et médicales.

► 180 acteurs de justice, 71 professionnels de santé, 43 acteurs humanitaires et 15 membres du personnel de l'UMIRR ont été formés sur la prise en charge clinique des cas de viols et autres formes de violences sexuelles, sur la gestion des cas de VBG et la gestion des données et leur prise en charge holistique.

WASH

► 410 014 personnes ont bénéficié d'activités de promotion de l'hygiène et lavage des mains et 223 789

personnes ont été sensibilisées sur l'hygiène et l'assainissement et ont reçu des kits d'urgence WASH.

► Suivant l'approche du Nexus répondant aux besoins structurels et humanitaires, 221 076 personnes ont eu accès à l'eau potable et plus de 61 000 personnes ont eu accès à un assainissement de base.

► Des installations de lavage des mains avec savon ont été installées dans 222 écoles et 118 centres de santé.

► L'accès à l'eau a été facilité par la réhabilitation de 74 points d'eau, la construction de 61 forages et le renforcement du fonctionnement de 65 anciens forages. Cela a également permis d'alléger la corvée d'eau qui est une lourde charge de travail pour les femmes et les enfants.



Le soutien aux survivants de violence basée sur le genre, une nécessité pour se reconstruire

Marie*, 13 ans et venant de Bambari, a vu son monde basculer, le jour où son père, la personne qui est censé la protéger, l'abuse sexuellement. Ayant perdue sa mère, il y a quelques années, Marie vivait avec son père dans le camp de déplacés de Tchidji à Bambari et n'avait jamais imaginé qu'une telle situation pouvait se produire.

« Il y a deux mois. Je dormais la nuit sur ma natte lorsque mon père s'est approché et s'est allongé sur moi. Je me suis d'abord débattue, mais ensuite, désespérée, j'ai crié de toutes mes forces. Les voisins sont venus et m'ont amené chez le coordonnateur, » confie timidement Marie.

Le lendemain, très tôt le matin, le coordonnateur du site l'a emmené à l'hôpital pour subir les examens de santé nécessaires. *« Les médecins m'ont fait beaucoup d'examens et j'avais très peur pour ma santé. Ils m'ont donné des médicaments mais heureusement je n'avais rien de grave, »* continue-t-elle.

Après l'hôpital, les équipes de protection de l'UNICEF et d'Esperance, le partenaire de mise en œuvre, ont pris en charge Marie. Stigmatisée dans sa communauté suite aux événements, Marie ne pouvait plus retourner sur le site de Tchidji. Elle a ainsi été placée dans une famille d'accueil et l'assistante de la Violence Basée sur le Genre (VBG), Tanguy lui rend régulièrement visite tout en la soutenant psychologiquement

pour qu'elle puisse surmonter ce traumatisme.

Grâce à l'appui financier de la Protection Civile et Operations d'Aide Humanitaire Européennes (ECHO), l'UNICEF œuvre pour renforcer les mécanismes communautaires de protection de l'enfant pour la prévention et fournir une réponse holistique aux enfants victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, y compris ceux victimes d'abus et exploitation. Après le soutien psycho-social dont elle a bénéficié, Marie tente désormais de tourner la page, entourée de sa famille d'accueil, surtout « Maman Toutou », comme elle appelle affectueusement, sa mère d'accueil. Elle se sent mieux et faute d'aller à l'école, elle joue souvent au football avec ses 4 sœurs de sa famille d'accueil.

Pourtant elle a hâte de rejoindre sa grande sœur qui habite dans un village à 35 kilomètres de Bambari. *« De mon côté, je pense que ça va, que j'ai récupéré de la situation mais Tanguy veut que j'attende encore. Je veux rejoindre ma sœur, tourner cette page et me lancer dans le commerce, »* nous dit Marie. *« Avant de retourner chez sa grande sœur, il est important de continuer le suivi psychosocial afin qu'elle puisse chasser pour de bon les mauvaises pensées de son esprit, »* conclut Tanguy.

* Prénom modifiés pour des raisons de protection



ÉDUCATION

► 539 249 enfants et adolescents de 3 à 18 ans, dont 253 447 filles, ont eu accès à une éducation grâce à l'appui de l'Équipe pays, y compris dans les situations d'urgences.

► 2 237 adolescents, dont 945 filles des zones cibles du programme éducation accélérée, ont achevé leur formation en 2022. Ce programme favorise l'accès à l'éducation des populations défavorisées, des enfants trop âgés non scolarisés et des jeunes déscolarisés dont l'éducation a été interrompue du fait de la pauvreté, la marginalisation, les crises et conflits.

SANTÉ

► L'Équipe pays des Nations Unies a apporté une assistance médicale et des soins de santé pour 11 699 réfugiés et demandeurs d'asile.

► Au 31 décembre 2022, 1 958 861 personnes avaient complété la première série de vaccination de la COVID-19, soit une couverture de 45% pour la population cible (70% de la population totale) avec le soutien de l'Équipe pays. Par ailleurs, 98 505 personnels de santé étaient complètement vaccinés.

► En 2022, trois campagnes de vaccination intégrée ont été organisées avec le soutien de l'Équipe pays : la campagne de vaccination Tétanos Maternel et Néonatal (TMN) dans les 35 districts sanitaires ; la campagne de vaccination PIRI⁴ dans 17 districts sanitaires et la campagne de vaccination polio.

NUTRITION ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

► En 2022, l'Équipe pays des Nations Unies a approvisionné 223 écoles en repas scolaire. 40% de ces 223 écoles possèdent des points d'eau opérationnels et 80% possèdent des latrines séparées.

► Les analyses IPC⁵ de 2021 et 2022, indiquent qu'en moyenne 40% de la population du pays connaît une situation d'insécurité alimentaire dont environ 12% en situation d'insécurité alimentaire sévère. Le pourcentage de la population en situation d'insécurité alimentaire et ayant besoin d'assistance est en baisse par rapport aux années précédentes.

► En 2022, 34 399 enfants ont été traités pour des cas de malnutrition aiguë modérée (MAM) et 51 921 enfants de moins de cinq ans (52% de filles) ont été traités pour des cas de malnutrition aiguë sévère (MAS). L'Équipe pays des Nations Unies a formé 1 331 personnels de santé sur la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë.

► Plus d'un million d'enfants de 6 à 59 mois ont reçu une dose de vitamine A grâce à une campagne de supplémentation qui a touché 87% des enfants de ce groupe d'âge (contre 83% en 2021).

► Grâce à la signature d'un contrat avec Orange permettant de réaliser les paiements en utilisant le « mobile money », 1 617 ménages à Boaro avec des enfants de 0-23 mois ont reçu deux transferts d'argent de 40 000 francs CFA afin de lutter contre la malnutrition.

SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

► En 2022, 138 612 personnes ont bénéficié de services de santé sexuelle et reproductive dont 29 253 jeunes âgés entre 10 et 24 ans.

► En 2022, 46 343 nouvelles utilisatrices de planification familiale ont été enregistrées grâce aux actions menées à l'échelle communautaire à Bangui, Bimbo, Bégoua, Pissa, Bossembélé et Damara. Plus de 650 leaders communautaires et religieux se sont engagés à promouvoir la question de la planification familiale.

► L'Équipe pays a soutenu 8 782 accouchements assistés médicalement.

► 54 femmes souffrant de fistules obstétricales ont été opérées, dont 44 dans le cadre de la campagne annuelle organisée conjointement par l'Équipe pays et le ministère de la Santé et de la Population dans les localités de Bambari et Bossangoa et 10 en routine au centre de référence de l'hôpital de l'Amitié.

► L'organisation de campagnes de sensibilisation et d'autres activités similaires en collaboration avec les organisations des jeunes incluant notamment les personnes vivant avec le VIH/SIDA, le Réseau national des filles libres et les travailleurs du sexe ont permis la distribution de contraceptifs à plus de 50 000 personnes.

VIH/SIDA

► Avec le soutien de l'Équipe pays, une nouvelle loi sur les droits des personnes vivant avec le VIH/SIDA a été adoptée le 6 octobre 2022. Cette loi protège et renforce le traitement des personnes vivant avec le VIH.

► Près de 80 000 personnes particulièrement vulnérables ont été dépistées et plus de 200 000 personnes ont bénéficié d'activités de sensibilisation sur le VIH/SIDA.

► Quatre spots radio de sensibilisation sur le VIH/SIDA ont été produits dans les langues locales avec 60 diffusions sur les ondes, touchant une audience estimée à 2,3 millions de personnes.

► Plus de 10 000 personnes vivant avec le VIH ont bénéficié d'un appui nutritionnel avec un taux de réhabilitation s'élevant à 94,4%.

► 1 489 personnes, dont 895 femmes qui avaient cessé de prendre leurs médicaments, ont été réinscrites dans le traitement.

⁴Periodic intensification of routine immunization

⁵Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire



C. PILIER 3 : RELÈVEMENT ÉCONOMIQUE ET DURABLE

CHANGEMENT CLIMATIQUE, RÉDUCTION DES RISQUES ET RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS

► La phase II de l'initiative « Climate Promise » a été lancée en 2022 avec pour objectif l'élaboration d'une feuille de route et d'un plan de mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau National révisée. Ce partenariat avec l'Équipe pays accompagne la RCA dans la transformation de ses ambitions climatiques en actions concrètes.

► Plus de 86,5 ha d'arbres ont été plantés à Mbaïki et dans la commune de Pissa, en collaboration avec l'Institut centrafricain de la recherche agronomique et avec l'Institut supérieur de développement rural. A Berberati, 500 ha de parcelles forestières abimées ont été sélectionnées pour la replantation d'arbres locaux.

► 200 ménages à majorité autochtones (Aaka et Bayaka) ont bénéficié d'activités de restauration de 200 ha de forêts et paysages et 100 ha de cultures intercalaires.

► En 2022, les communautés villageoises de Boyali 1, Bombé, Boyama 2, Pissa 2 et Bongombé 1 et 2, ont bénéficié d'un renforcement de capacités pour l'utilisation d'instruments de mesures et de localisation de terres dégradées. La formation des communautés locales Pissa et Berberati sur les procédures d'acquisition, de gestion des forêts communautaires et l'élaboration de plan de gestion d'un espace forestier a permis de valoriser la connaissance du milieu de ces communautés et d'acquérir un savoir-faire différent.

► L'Équipe pays soutient depuis 2021 plus de 2 000 organisations paysannes dans le domaine des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et la gestion des pertes post récolte.

► 168 rapatriés du Tchad et du Cameroun ont été réintégrés socio économiquement et 45 retournés commerçants ont eu accès à

leurs propriétés et exercent leur activité dans un environnement sûr.

► Dans le cadre de la stratégie sur les solutions durables, l'Équipe pays des Nations Unies a soutenu 490 ménages de déplacés internes sur 928 dans leur installation définitive à Pladama Ouaka.

► 115 390 chefs de ménages vulnérables, dont 50% de femmes, ont renforcé leur résilience avec l'appui des Nations Unies en production vivrière, maraichère et kits d'élevages.

► 800 ménages avec force de travail ont bénéficié de semences maraichères et des outils et 700 ménages sans force de travail ont reçu chacun 4 poules et 1 coq. L'Équipe pays a aussi mis en place des jardins de case au profit de 1 507 bénéficiaires pour permettre la diversification alimentaire.

► 9 250 ménages ont reçu soit 20 kg de semences de maïs, soit 30 kg d'arachide, 20 kg de niébé ou de haricot rouge, ou soit 1 250 mètres linéaires de bouture de manioc pour emblaver 0,5 ha et ont pu produire 665 tonnes pour l'arachide, 1 750 tonnes pour le maïs et 1 820 tonnes pour le haricot rouge et le niébé, soit une production cumulée de 4 235 tonnes.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCLUSIVE

► Grâce à l'appui de l'Équipe de pays, 150 personnes vivant avec un handicap ont bénéficié d'un emploi durable en 2022.

► En 2022, le document de politique et stratégies nationales de développement du secteur de l'artisanat en République centrafricaine a été validé. Il des pistes de solutions pour règlementer et faire progresser le secteur artisanal centrafricain.



► L'Équipe pays des Nations Unies a remis à 100 anciens apprenants, anciens pionniers et pionnières, réunis en groupements, des kits de démarrage d'AGR en soutien à l'entrepreneuriat et à l'autonomisation économique des jeunes.

► En appui à la gestion de la transhumance, l'Équipe pays a distribué des kits d'AGR, aux comités locaux et aux groupements des ménages vulnérables représentant 2 275 ménages bénéficiaires. L'exploitation de ces kits a généré un revenu moyen de 52 645 francs CFA par semaine, renforçant ainsi la résilience des bénéficiaires et la consolidation de la paix dans le cadre de la transhumance.

► 2 027 personnes, dont 68% de femmes, ont bénéficié des emplois d'urgence et ont eu accès à des services financiers.

► 500 femmes de 20 organisations féminines ont renforcé leurs capacités économiques et 6 associations villageoises de crédit et d'épargne additionnelles sont fonctionnelles.

► 50 agricultrices ont bénéficié d'un fonds de garantie d'accès aux crédits dans la commune de Pissa.

► 297 emplois jeunes ont été créés dans la production, la transformation et la commercialisation générant un revenu supplémentaire moyen de 64 500 FCFA par jeune.

► L'Équipe pays des Nations Unies a permis la réouverture de 322 km de route, 288 km de route reprofilées, 248 km de route mis en forme et 142 km de route rechargées. La section Mbrés - Bamingui - Ndélé a également été réouverte.



Les coupons alimentaires renforcent la résilience de personnes malvoyantes

À Bossangoa, le PAM répond aux besoins alimentaires de personnes vulnérables qui font face au handicap et au conflit.

« Cultiver et vendre les produits issus de mes récoltes m'ont fait me sentir utile, non seulement pour ma communauté, mais aussi pour la société. »

Julienne, malvoyante de 50 ans et mère de trois enfants, qui se sentait exclu de la société a bénéficié de l'initiative du PAM : « Food for Assets » qui répond aux besoins alimentaires immédiats de l'association des personnes malvoyantes de l'Ouham (APAO) en RCA permettant aux personnes comme Julienne de s'autonomiser et d'apporter leur contribution à leur communauté. Julienne fait partie des 40% de femmes sur les 285 membres de l'association des personnes malvoyantes de l'Ouham.

La zone de Bossangoa continue d'être volatile et le regain d'activités des groupes armés a entraîné la mort de nombreux civils couplés à des déplacements massifs de population. La situation alimentaire est également précaire dans la zone. Afin de faire face aux problèmes d'insécurité alimentaire, le PAM assiste les personnes vulnérables en distribuant des coupons d'une valeur de 18 000 francs CFA leur permettant d'acheter de quoi se nourrir en attendant le bénéfice de leur récolte. Le programme « Food for Asset » répond ainsi aux besoins alimentaires immédiats, tout en renforçant les capacités de relèvement et de résilience qui améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables.

« N'eut été l'assistance du PAM, il serait difficile, voire impossible à un ménage comme le mien, qui n'a pas de quoi s'alimenter, de cultiver ou mettre sous terre des semences reçues et attendre un ou deux mois pour la récolte » selon Julienne.

Chaque matin, Julienne se rend sur le site de 12 hectares de l'APAO, situé au quartier Zoudam, à plus de 3 kilomètres du centre-ville de Bossangoa. Son mari Etienne, lui aussi aveugle, est son compagnon de route dans ce voyage quasi quotidien. La plupart du temps, elle fait confiance à son bâton, son guide fidèle et infaillible.

Comme l'affirme Ketty Ngounio, chef du sous-bureau PAM à Bossangoa, l'implication et l'appropriation du programme « Food for asset » par les membres de l'APAO, ont amélioré leur sécurité alimentaire et la productivité de leurs sols, tout en faisant croître leur revenu et diversifié leur production agricole, pour leur propre consommation et pour la vente :

« J'ai alors pris conscience que les activités de « Food For Asset » insufflent une nouvelle dynamique dans cette association : les bénéficiaires arrivent à vaincre leur handicap en affichant une certaine indépendance au quotidien »

« LA CÉCITÉ N'EST PAS UNE FATALITÉ »

Le succès du programme est dû aussi à l'apport considérable de Marien Nam-Nganaboy, Coordonnateur de l'ONG National Initiative des Volontaires au Service des Vulnérables qui encadre de façon bénévole plus de 300 aveugles depuis 2020. Au fil du temps, ils abandonnent la mendicité dans les rues de Bossangoa pour se consacrer aux activités agricoles. Marien enseigne à ces personnes les techniques de culture, d'arrosage et les motive à faire mieux.

« Bien au-delà de l'assistance alimentaire du PAM, la disponibilité et les conseils avisés de Marien, cet homme au grand cœur qui a toujours été à notre chevet, m'ont permis de comprendre que ma cécité n'est pas une fatalité » explique Julienne.

René Dohanga, Président de l'APAO, a souligné qu'en dépit de leur handicap, les membres de l'association sont traités comme tous les autres dans la mise en œuvre des activités du programme. « À travers ce programme du PAM, les femmes de notre association comme Julienne ont gagné en confiance : elles ont pu acquérir non seulement de l'expérience, mais une certaine autonomie financière » témoigne René ce père de 6 enfants marié à Élisabeth, qui n'est pas malvoyante, mais cependant membre de l'APAO. « Elles sont désormais plus autonomes, épanouies et surtout elles gagnent de l'argent en vendant les produits issus de leurs activités agricoles » a conclu René.



« NE LAISSER PERSONNE POUR
COMPTE »





« Ne laisser personne pour compte » est l'un des principes de l'UNDAF+ qui est au centre des ODD. En République centrafricaine, des efforts ont été déployés pour réaliser cette promesse en 2022 et les interventions de l'Équipe pays ont privilégié les personnes vivant dans les conditions les plus difficiles en termes d'accès aux services et dont les droits humains sont les plus menacés.

Avec le soutien de l'Équipe pays, le gouvernement a progressé dans la promotion des droits et de l'inclusion des groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. Des progrès ont également été réalisés dans la promotion de l'égalité des sexes, notamment avec la ratification de la Convention n° 190 sur la violence et le harcèlement. La Convention exige notamment l'adoption d'une approche inclusive, intégrée et tenant compte des considérations de genre pour prévenir et éliminer la violence et le harcèlement.

Afin de lutter contre les violences basées sur le genre, le HCR a mis en place en 2021, le projet « Ma Mbi Si » (« écoutez-moi aussi » en sango), qui offre des services centrés sur les survivants à travers des modalités complémentaires (centres d'écoute, gestion de cas à distance, références et soutien psychosocial via la ligne téléphonique gratuite) en s'appuyant sur un réseau de points focaux communautaires et de comités de protection afin de s'adapter au contexte sécuritaire de la République centrafricaine.

En 2022, 27 centres d'écoute « Ma Mbi Si » ont reçu 60 victimes/survivantes par semaine et une ligne verte « Ma Mbi Si 4006 » a été mise en place.

En 2022, afin de relever les défis concernant la qualité, la disponibilité et l'accessibilité des données, notamment concernant le développement de systèmes statistiques favorisant l'inclusion, la Banque mondiale a approuvé un financement supplémentaire de trois millions de dollars pour le « Projet de données nécessaires à la prise de décision » permettant de renforcer la capacité du système statistique à produire et gérer des données, ainsi qu'améliorer la mesure des conditions de vie. Le financement couvrira notamment le redressement statistique, la réhabilitation, la professionnalisation et la modernisation de l'Institut centrafricain des statistiques et des études économiques et sociales (ICASEES), ainsi que la collecte, production et diffusion des données.

Cependant, une importante partie de la population subit encore de nombreuses privations en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie et cela peut se mesurer par le taux de pauvreté qui s'est aggravé : estimé à 71,4% en 2021, l'indice pauvreté a atteint 80,4% en 2022⁶. Ainsi, il existe encore de nombreux défis afin de répondre à la question de ne laisser personne pour compte. Malgré l'existence de politiques et de cadres juridiques visant à promouvoir l'égalité des sexes, les femmes et filles continuent d'être victimes de discrimination et de violences. En matière d'emploi et de participation politique, les femmes sont sous-représentées : selon l'Union interparlementaire, en 2022, seuls 10 % des membres du parlement de la République centrafricaine étaient des femmes. Les personnes handicapées sont également confrontées à des obstacles importants dont la stigmatisation et à la discrimination, et peuvent être exclues de l'éducation, de l'emploi et des activités sociales. En outre, les infrastructures du pays ne sont souvent pas accessibles aux personnes handicapées, ce qui peut limiter leur mobilité et leur accès aux services. Selon l'OMS, on estime que 10 % de la population de la République centrafricaine est handicapée.

6. Rapport sur le Développement Humain 2021/2022, PNUD

3) APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030

En 2022, l'Équipe pays a soutenu le ministère de la Jeunesse dans la mise en place d'une stratégie nationale de la jeunesse. Cinq campagnes de sensibilisation ont ainsi été organisées pour plus de 300 jeunes les informant sur la mise en place d'un plan d'action sur la jeunesse et leur permettant de comprendre leur rôle, notamment dans le cadre de la consolidation de la paix. Également, l'Équipe pays a soutenu le ministère de la Jeunesse dans la mise en place du réseau « YouthConnekt » en République centrafricaine qui a pour objectif l'autonomisation des jeunes. Il vise également à favoriser l'accès des jeunes entrepreneurs au financement de leurs initiatives et de mettre en place un mécanisme de suivi et d'accompagnement des jeunes incubateurs centrafricains. Ainsi, avec le soutien de l'Équipe pays, 12 jeunes centrafricains ont participé au Sommet de « YouthConnekt » qui s'est déroulé à Kigali du 13 au 15 octobre 2022. Cette initiative promeut ainsi l'engagement des jeunes dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des ODD.

Les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale contribuent également à la mise en œuvre des ODD. En 2022, la Banque mondiale a engagé 232 millions de dollars pour soutenir le pays. Afin de construire la résilience des populations et de lutter contre l'insécurité alimentaire, la Banque mondiale finance par exemple des projets dans le domaine agropastoral et contribue également de ce fait au relèvement économique du pays. Depuis 2019, la Banque mondiale finance un projet d'appui à la relance agricole et au développement de l'agrobusiness en Centrafrique (PRADAC) qui a pour objectif d'encourager la productivité agricole des petits agriculteurs et promouvoir les agro industries de micros, petites et moyennes entreprises dans la zone du projet d'une part et fournir une réponse immédiate et efficace en cas d'urgence ou d'une crise d'autres part. Depuis le commencement du projet, 35 582 personnes, dont 10 686 femmes, ont reçu des biens ou des services agricoles et 139 coopératives organisées autour d'un objectif commun visant à accroître leur productivité et à améliorer leurs conditions de vie ont été aidées. Ce projet est notamment mis en œuvre avec l'appui de l'Équipe pays.



4) L'APPROCHE « ONE UN » : COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE

A. LA MISE EN ŒUVRE DU NOUVEAU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNSDCF

Au cours de l'année 2022, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) 2023 – 2027, a été élaboré, succédant à l'UNDAF+ qui est arrivé à terme le 31 décembre 2022. Les principaux défis issus de l'analyse commune de pays, additionnés aux principales conclusions et recommandations issues de l'évaluation finale de l'UNDAF+ ont servi de base à l'exercice conjoint de priorisation qui s'est déroulé en avril 2022 et qui a regroupé l'ensemble du système des Nations Unies, le gouvernement, les partenaires techniques et financiers et la société civile. Les priorités stratégiques de l'UNSDCF ont été élaborées en tenant compte des priorités nationales, des objectifs de l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Ce nouveau Plan-cadre repose sur quatre piliers organisés autour des 5 P des ODD : Paix, Population, Prospérité, Planète et Partenariat. Il adopte également les principes directeurs de programmation : (i) ne laisser personne pour compte, (ii) les droits humains, (iii) égalité des sexes et autonomisation des femmes, (iv) durabilité, résilience et redevabilité.

L'opérationnalisation de l'UNSDCF sera faite au travers des différents programmes pays des entités résidentes et non résidentes de l'Équipe pays des Nations Unies élaborés avec le gouvernement, en complémentarité avec le mandat de la MINUSCA et en coordination avec les acteurs humanitaires dans le cadre du Nexus Humanitaire-Développement-Paix. Dans le cadre du Nexus, les efforts se concentreront notamment autour de deux résultats collectifs : la réintégration socio-économique des anciens combattants et les solutions durables aux déplacements internes

B. LES MÉCANISMES CONJOINTS DE COORDINATION

Au cours de l'année 2022, deux groupes de travail ont effectué leur retraite : le groupe de communication des Nations Unies (GCNU) et le groupe thématique Genre et Développement (GTGD).

Le GCNU est le mécanisme de coordination inter-agences des Nations Unies et la MINUSCA dans le secteur de l'information et de la communication, composé des chargés de communication de toutes les agences des Nations Unies ainsi que de la MINUSCA. L'UNSDCF appelle à la mise en place d'une stratégie de communication conjointe, adaptée et appropriée pour renforcer la coopération inter-agences, assurer la cohérence des messages et accroître le profil et la transparence des activités des Nations Unies en République centrafricaine. Le groupe de communication des Nations Unies s'est réuni en 2022 afin de définir et formuler la vision et les objectifs stratégiques de communication du système des Nations Unies dans la mise en œuvre de l'UNSDCF. Les membres du groupe ont pu ainsi s'approprier le nouveau Plan-cadre et se familiariser avec l'Agenda 2030 et les ODD. Le groupe a également défini les

objectifs stratégiques de la stratégie de communication de l'UNSDCF. Le plan de travail, le budget de la stratégie ainsi que l'actualisation des termes de référence du GCNU ont également été adoptés.

Le GTGD renommé Groupe thématique genre, droits humains et inclusion (GTGDHI) dans le cadre de l'UNSDCF a effectué sa retraite en décembre 2022. Ce groupe thématique aura la responsabilité de coordonner, plaider et de mobiliser/orienter des ressources des Nations Unies pour la mise en œuvre des interventions en matière de la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, les droits humains et le handicap. La retraite du groupe a permis entre autres d'évaluer les progrès accomplis par le GTGD et les principaux défis, de s'approprier l'UNSDCF et les indicateurs des ODD sur le genre, les droits de l'homme et l'inclusion pour leur prise en compte dans l'opérationnalisation de l'UNSDCF. Enfin, les objectifs stratégiques et les termes de référence, le plan de travail et le budget du GTGDHI ont été élaborés.

C. LES PROGRAMMES ET ACTIONS CONJOINTES

PROJET SOLUTIONS DURABLES POUR LES PERSONNES DÉPLACÉES ET RETOURNÉES ET LES ENFANTS ASSOCIÉS AUX FORCES ET GROUPES ARMÉS

En 2022, le projet solutions durables pour les personnes déplacées et retournées et les enfants associés aux forces et groupes armés mené conjointement par l'Équipe pays sur financement du Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) a ainsi contribué à la réinsertion sociale des personnes déplacées et retournées, ainsi que les rapatriées du Tchad et du Cameroun. Le projet a également contribué à renforcer le climat de paix dans les communautés en améliorant la coexistence pacifique entre les enfants/adolescents, auparavant membres de groupes armés et les autres membres des communautés en impliquant ces enfants associés aux forces et groupes armés et jeunes vulnérables dans des actions de promotion de la paix. Le projet a aussi contribué à renforcer les perspectives de réintégration durable des enfants sortis des groupes armés en s'appuyant sur les capacités des communautés comme pilier principal du processus d'identification, de prise en charge et de réinsertion socio-économique.

APPUI AU RENFORCEMENT DES MÉCANISMES DE GESTION CONCERTÉE ET APAISÉE DE LA TRANSHUMANCE POUR LA RESTAURATION DU DIALOGUE INTERCOMMUNAUTAIRE ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

La transhumance en RCA est marquée par des conflits entre les communautés agricoles sédentaires et les éleveurs transhumants. Ces conflits dégénèrent souvent en violences intercommunautaires, exacerbant ainsi les tensions ethniques et religieuses. En 2022, sur financement du PBF, le projet « Appui au renforcement des mécanismes de gestion concertée et apaisée de la transhumance pour la restauration du dialogue intercommunautaire et la consolidation de la paix » a permis le renforcement de la gestion et l'analyse de l'information sur la transhumance, notamment par la réalisation participative d'une cartographie des causes des conflits liés à la transhumance. Les comités de dialogue/gestion des conflits ont été renforcés et des mécanismes de cohésion sociale : les comités locaux de dialogues ont été identifiés et formés pour la sensibilisation des communautés sur les mécanismes de gestion pacifique des conflits liés à la transhumance ; quatre réunions ont été organisées sur la transhumance à Kouï, Batangafo, Bossangoa et Bocaranga et deux commissions tripartites Cameroun-Centrafrrique-Tchad ont été mises en place. Le projet a également permis la mise en place d'un one stop center et de centres d'écoutes

couplés aux actions de prévention et de promotion de leadership et d'autonomisation des femmes et des jeunes qui ont contribué à réduire les violences basées sur le genre en général et celles liées à la transhumance dans les zones du projet.

LUTTE CONTRE LA TRAITE DES PERSONNES ET LES TRAFICS ILLICITES ET LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE QUI Y SONT LIÉES ENTRE LA RCA ET LE CAMEROUN

Dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes et trafics illicites, l'Équipe pays a mis en œuvre un projet apportant un appui technique et organisationnel aux mécanismes nationaux en charge de coordonner la lutte contre la traite des personnes et les trafics illicites. Le projet financé par le PBF a pour objectif le renforcement des capacités de la RCA et du Cameroun à lutter contre la traite des personnes et les crimes organisés et trafics illicites connexes – dont le trafic d'armes, de drogue et de ressources naturelles, y compris le trafic d'espèces sauvages, de produits forestiers, de diamants, minerais et autres ressources précieuses –, en particulier à leur frontière. En 2022, l'adoption de la loi sur la traite des personnes et celle sur les trafics d'armes à feu a constitué une étape importante dans le renforcement de la lutte contre le crime organisé. Ce texte a été complété par un second texte portant sur la protection des victimes et témoins de lutte contre la traite des personnes.

DES NOUVELLES TECHNOLOGIES AU SERVICE DE LA POPULATION CENTRAFRICAINE

Dans le cadre de la redevabilité des populations affectées (AAP) et suivant la recommandation de l'Équipe humanitaire pays en 2019, un mécanisme collectif d'engagement communautaire ayant pour fonction d'assurer l'accès aux informations complètes et transparentes sur les interventions humanitaires, la collecte systématique des feedbacks y compris des plaintes contre abus et exploitation sexuelle a été mis en place. En 2022, une approche collective a été initiée pour renforcer la synergie entre les agences des Nations Unies et les ONG en tirant profit des avantages comparatifs de chaque acteur. L'Équipe pays a digitalisé le système de plaintes et de feedback en vue de renforcer l'anonymat et la traçabilité des plaintes. Avec la mise en service de l'application « ETC-Connect », le nombre de plaintes prises en charge en 2022 a nettement augmenté par rapport aux années précédentes, passant de 7 638 plaintes prises en charge contre 421 en 2021.

5) ÉVALUATIONS ET LEÇONS APPRIS

L'appui du système des Nations Unies aux priorités nationales à travers l'UNDAF+ 2018-2022 a contribué à la stabilisation du pays, a posé les bases du relèvement socio-économique et a également réduit les vulnérabilités. Cette approche communautaire et le partenariat entre le système des Nations Unies et les autorités nationales, les acteurs humanitaires et les partenaires techniques et financiers ont également favorisé l'amélioration de la situation sécuritaire et humanitaire, la restauration et la

présence de l'autorité de l'État, la délivrance des services sociaux de base et la relance économique.

L'évaluation de l'UNDAF+, conduite de décembre 2021 à mai 2022, avait pour principal objectif d'évaluer de manière quantitative et qualitative la contribution des Nations Unies dans l'atteinte des priorités nationales contenues dans le RCPCA et des progrès réalisés par la RCA vers l'atteinte des ODD.

LES CONCLUSIONS CLÉS



L'UNDAF+ est pertinent et aligné au RCPCA, l'APPR et aux ODD. Il a réduit les vulnérabilités notamment à travers l'adoption de l'approche participative avec un ciblage des communautés pour des activités de résilience combinées aux aspects de protection sociale afin de soutenir le principe de « Ne laisser personne pour compte » ;



L'UNDAF+ est resté flexible au regard de la complexité et de la fragilité du contexte de crise avec l'adaptation des interventions aux dynamiques du contexte politique, conflictuel et lié aux crises majeures y compris celle de la pandémie de la COVID-19 ;



Performance très satisfaisante avec un taux global de 83.4%. Ce résultat a été soutenu par l'alignement de l'UNDAF+ sur les priorités du RCPCA et l'APPR, la volonté politique du gouvernement, et l'implication du Bureau du Coordonnateur Résident dans la coordination globale et l'engagement des donateurs ;



L'UNDAF+ a significativement contribué à l'amélioration de l'agenda nationale en matière de renforcement des capacités nationales ;



L'UNDAF+ a permis de renforcer significativement la position, la crédibilité et la fiabilité des Nations Unies en tant que partenaire du gouvernement ;



Des mécanismes de renforcement de la résilience économique et de la gestion des crises et des chocs ont été significativement développés y compris l'accompagnement du gouvernement dans la gestion de la pandémie de la COVID-19

LES RECOMMANDATIONS CLÉS :



Renforcer la cohérence entre l'UNDAF+ et d'autres cadres clés tels que l'APPR et la vision stratégique de la mission, tout en étendant la collaboration à de nouveaux partenaires sur le relèvement et le renforcement de la résilience socioéconomique ;



Renforcer l'approche Nexus HDP dans la programmation et optimiser les services et programmes communs ;



Renforcer et améliorer le système de suivi et d'évaluation, notamment en soutenant l'élaboration d'un cadre national de suivi et d'établissement de rapports sur les ODD



Intégrer une composante genre dans l'élaboration du nouveau cadre de coopération afin de mieux apprécier les résultats désagrégés selon le genre ;



Renforcer les capacités des partenaires techniques locaux en optant davantage pour des offres de services qui impliquent la collaboration entre partenaires internationaux et locaux ;



Renforcer le comité de pilotage et la communication entre les parties prenantes au niveau national sur leur implication à la mise en œuvre du cadre de coopération ;



Appuyer le gouvernement pour définir de manière franche un cadre transitoire qui rapproche au niveau conceptuel la situation réelle humanitaire et la volonté de décoller sur le développement.

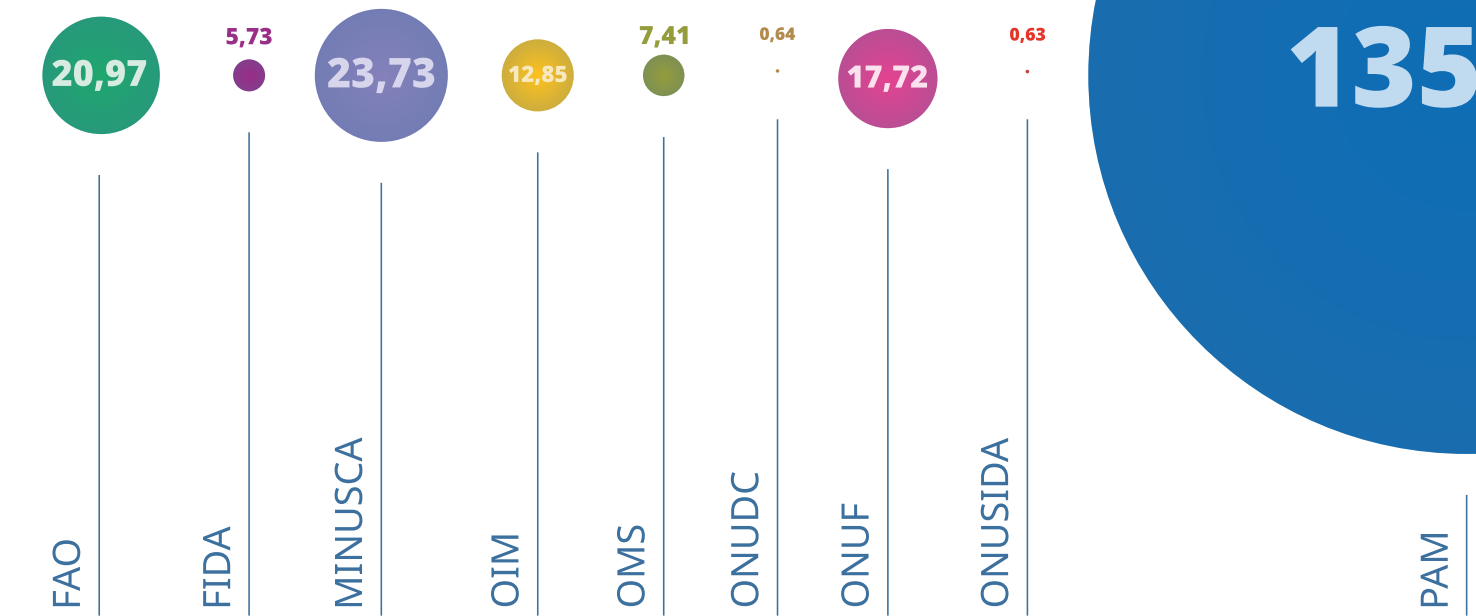
6) APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

En République centrafricaine, le Fonds pour la Consolidation de la Paix du Secrétaire général des Nations-Unies (PBF) est engagé dans le pays depuis 2018. Ce Fonds vise à soutenir la consolidation de la paix et la prévention des conflits dans les pays touchés par la guerre. Conformément à son mandat, le Fonds vise à soutenir des interventions intégrées des Nations-Unies et ainsi constitue une opportunité unique de mener des interventions qui réunissent la Mission et les agences, fonds et programmes.

En 2022, l'Équipe pays des Nations Unies a pu mobiliser 85% des ressources planifiées pour la mise en œuvre des activités.

RESSOURCES EN 2022 PAR MEMBRE DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES

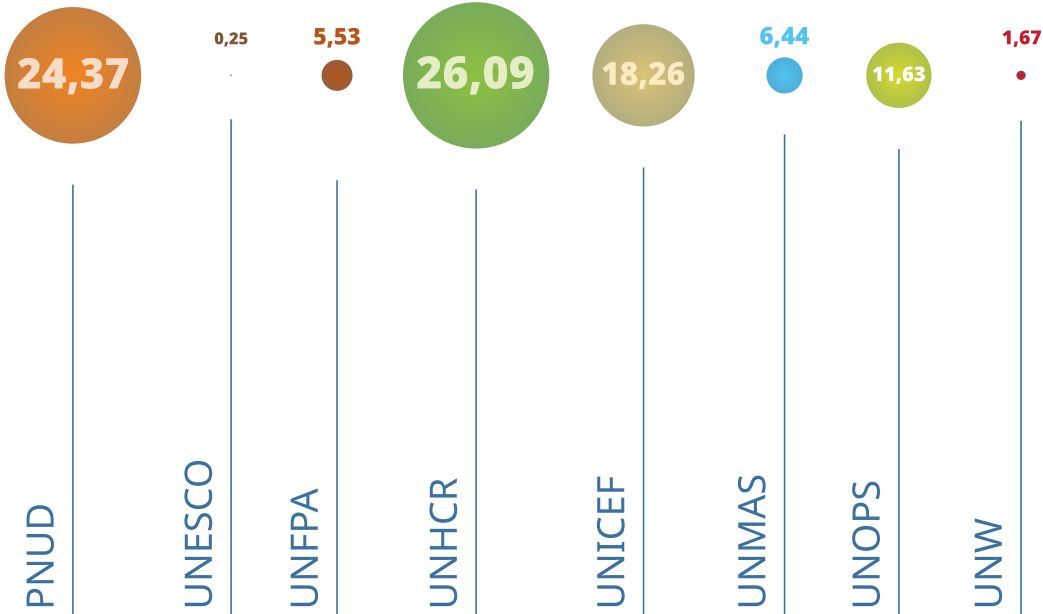
Dam eaquia nistrum nusaectendit lacea el incidebitem volluptae dentios aliquam eos accus andae. Unt evellistis di cusandae venisi ut officip sapelis unt is et vendunt quiLum etis prem o cleger uturi pria omnihicia Sentem intea pat viusperitam simoltuit.



ODISQUAS QUIAE VELLAM ESSIMUS INT
DERAT OCCUPTAT ODI RE VOLLAB IPSUM
INCIUM LAT.

ACERIBERI NOBIT LABOR RERIOS ENDAES QUE COMNIATIA AUTENISCIIS POREPED QUE
SUST, CONSEQUATIO DUSAM ET UT QUIAM INTIUM IDUS IPSAE SERUM SI SITIAE SOLOR
ARIBERUM FACCABO. ICTATUR AUT ET EAQUAM RENI BLAUDI UT IM AUTEST, OCCUS, ET PLABO.
EHENDAN IENDIT ARIANT QUOSSIT PORUM RES DOLOREPED MOLESTIA VOLUPTA QUI DERUM
ACERUME OCCUS, OCCUM UT QUAME REST RESEQUIBEAE DENIS DERNAMUS, SIMOLUP IDEBIS
DEM DOLUPTATUR SUM ESTI UT ET IUM CONEM ADISQUI DESTIUNTIUNT FUGA. NEQUIS
ELESCIISIMUS AS CUS ET HARIAS IS NOBIS DOLUPTAM QUIST VOLUPTU RIBUSCI LIQUA

- Pillar 1
- Pillar 2
- Pillar 3





3 - PRIORITÉS DE L'É L'ANNÉE 2023

REVUE NATIONAL VOLONTAIRE DES ODD : LE VNR

La RCA s'est engagée à présenter, en juillet 2023, son deuxième Rapport National Volontaire (VNR) au Forum Politique de Haut Niveau à New York. Le VNR est un rapport sur l'examen des progrès accomplis aux niveaux national et infranational, dans le cadre de ses mécanismes de suivi et d'examen du Programme 2030 pour le développement durable. Ces examens, menés volontairement par les États ont pour but de faciliter le partage des expériences en vue d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de renforcer les politiques et les institutions des gouvernements. Ils permettent également de mobiliser les soutiens et partenariats multiples pour la mise en œuvre des ODD.

Ainsi, le rapport se concentrera sur le processus de préparation de l'examen en tenant compte de la spécificité de la RCA et s'appuiera sur les cinq ODD retenus : ODD 6 : Eau propre et assainissement; ODD 7 : Énergie propre et d'un coût abordable; ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure; ODD 11 : Villes et communautés durables; et ODD 17 : Partenariat pour la réalisation des objectifs.

ÉLECTIONS LOCALES

Les prochaines élections locales en République centrafricaine prévues pour 2023 représentent une opportunité pour le pays de renforcer ses institutions démocratiques et de promouvoir le développement durable au niveau local. L'Équipe pays soutient le gouvernement de la République centrafricaine dans ses efforts pour garantir des élections participatives, inclusives, pacifiques, transparentes et crédibles. Il s'agit notamment de soutenir l'Autorité nationale des élections et de renforcer sa capacité à organiser les élections, à soutenir les organisations de la société civile pour qu'elles s'engagent dans l'éducation et la mobilisation des électeurs, et de promouvoir le dialogue et la collaboration entre les acteurs politiques pour veiller à

ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR

ce que le processus électoral soit inclusif et représentatif. L'Équipe pays va continuer de mener des sensibilisations pour la pleine participation des femmes, ainsi que celle des réfugiés et déplacés. Depuis avril 2022, plus de 208 641 personnes dont 98 000 femmes ont été sensibilisées sur les modes de scrutin, ainsi que la décentralisation et tout ce qu'elle implique au niveau local.

Ces élections locales sont une des dispositions de l'APPR et sont étroitement liées au processus de décentralisation et de déconcentration du pouvoir local. L'Équipe pays travaillera donc avec les autorités locales dans la promotion de la décentralisation afin de s'assurer que les nouveaux élus sont habilités à prendre des décisions sur l'allocation et la gestion des ressources d'une manière transparente et responsable.

L'organisation de ces élections locales est importante pour la consolidation de la paix et peut aider à promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance et le développement durable en République centrafricaine, et contribuer à la stabilité et à la prospérité à long terme pour tous ses citoyens.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT

Le système national de la statistique de la RCA, confronté depuis des années à de nombreuses difficultés se redresse progressivement avec l'appui du système des Nations Unies. Plusieurs opérations de collecte sont actuellement en cours ou en préparation avec l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES).

Le gouvernement souhaite en 2023 réaliser un recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) sur l'étendue du territoire nationale. Ce recensement sera le quatrième depuis 1975, après ceux de 1988 et 2003. Le recensement prévue en 2013 n'a pas pu être réalisé suite à de la crise de 2012 qui a créé des conditions

défavorables à l'organisation de celui-ci. Cet exercice, prévu en 2023 permettra de disposer de données fiables pour l'élaboration, la mise à jour, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de développement. Le recensement sera conduit sous l'entière responsabilité du gouvernement via l'ICASEES soutenu par le système des Nations Unies.

PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT INTÉIMAIRE

Le RCPCA touchant à sa fin en 2024, le système des Nations Unies accompagnera le gouvernement dans la conception d'un Plan National de Développement Intérimaire qui couvrira une période de trois ans et s'arrimera aux priorités de la vision nationale à l'horizon 2050 en cours d'élaboration.

MISE EN ŒUVRE DE L'UNSDCF

En 2023, afin de mettre en œuvre l'UNSDCF, il sera nécessaire de finaliser les plans de travail conjoints des groupes de résultats. Il faudra également finaliser le cadre de financement de l'UNSDCF et la stratégie de partenariat et de mobilisation des ressources adaptée au contexte de la RCA. De ce fait, le Coordinateur Résident devra organiser des réunions de contact avec les partenaires techniques et financiers en vue de la mobilisation conjointe des ressources pour combler le gap de financement de l'UNSDCF.

Le renforcement du Nexus Humanitaire-Développement-Paix se fera notamment via la mise en œuvre des résultats collectifs de l'Équipe pays des Nations Unies identifiés dans l'UNSDCF dont les solutions durables aux déplacements internes et la réintégration socioéconomique des anciens combattants. L'approfondissement de l'intégration entre l'Équipe pays et la MINUSCA ainsi que la redynamisation des mécanismes conjoints de RESA, de gouvernance et de planification du développement local de l'action de l'ONU figurent également parmi les priorités de 2023.



LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

3R	groupe Retour, réclamation et réhabilitation
AAP	Accountability to Affected Populations
AGR	Activité génératrice de revenus
ALPC	Armes légères et de petit calibres
ANE	Autorité nationale des élections
APAO	l'association des personnes malvoyantes de l'Ouham
APPR	Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation
CLPR	Comités locaux de paix et réconciliation
CPC	Coalition des patriotes
CPS	Cour pénale spéciale
CRSV	violence sexuelle liée aux conflits
CVJRR	Commission vérité, justice, réconciliation et réparation
CVR	programme de réduction de la violence communautaire
DCO	Development coordination office
DDR	Désarmement, démobilisation, réintégration
ECHO	Protection Civile et Opérations d'Aide Humanitaire Européennes
FACA	Forces armées centrafricaines
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEC	Facilité élargit de crédit
FMI	Fond monétaire international

FSI	Forces de sécurité intérieur
GCNU	Groupe de communication des Nations Unies
GTGD	Groupe thématique genre et développement
GTGDHI	Groupe thématique genre, droits humains et inclusion
IDH	Indice de développement humain
IPC	Cadre Intégré de Classification de la sécurité alimentaire
MINUSCA	mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
NU	Nations Unies
OCHA	Le bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
ODD	Objectifs du développement durable
OHCHR	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
ONU-FEMMES	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femme
NUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

ONUSIDA	Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PBF	Fonds pour la Consolidation de la Paix du Secrétaire Général des Nations Unies
PDI	Personne déplacé interne
PIB	Produit intérieur brut
PNEFP	Politique Nationale de l'Emploi et de la formation Professionnelle
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RCA	République centrafricaine
RCPCA	Plan national de relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique
RDC	République démocratique du Congo
RESA	Restauration de l'autorité de l'État
UMIRR	Unité Mixte d'Intervention Rapide et de Répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants
UNCT	Équipe pays des Nations Unies
UNDAF+	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (United Nations Development Assistance Framework)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNMAS	Service de la lutte anti mines des Nations Unies
UNOPS	Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets
UNSDCF	Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable
VBG	Violence basée sur le genre
VNR	Rapport national volontaire

